

LOIRE ATLANTIQUE

les nouvelles

Bi-mensuel édité par la Fédération du Parti Communiste Français

N° 600 - 7 Avril 1994 - Prix 2,50 F

VICTOIRE D'UNE GENERATION QUI OUVRE UNE PERSPECTIVE NOUVELLE

L'annonce, Mercredi dernier du retrait par le gouvernement du décret, instaurant le SMIC-JEUNES est une très grande victoire du mouvement des jeunes.

Après le retrait du Plan Air-France, le retrait de la loi BAYROU sur l'école, c'est aujourd'hui un des points de la loi quinquennale qui saute. Les jeunes avec les salariés vérifient avec ce nouveau recul du pouvoir, que tout dépend de la détermination et de l'engagement des intéressés eux-mêmes. C'est une victoire qui fera date, car elle touche aux questions essentielles de l'emploi et de la formation, et les jeunes ont raison de ne pas en rester là.

Les communistes sont d'autant plus satisfaits que tout, dans leurs actes, leurs paroles, leurs décisions, invite les gens, les jeunes, les salariés, à ne pas se laisser faire, mais au contraire à prendre leurs affaires en main. Cette volonté de se faire entendre haut et fort, s'est à nouveau vérifiée, lors du 2^{ème} tour des élections cantonales qui ont confirmé les grandes tendances du 1^{er} tour, avec une forte mobilisation à gauche.

Le résultat obtenu par Pierre LE BERCHE, qui a réussi à talonner le candidat de la droite (104 voix près), est encourageant pour les communistes et les progressistes du canton du Croisic.

Nous savions, dès le 1^{er} tour, que notre camarade Jean-Louis LE CORRE serait Conseiller Général, mais le résultat du 1^{er} tour, est là aussi révélateur et signe d'espoir. Cela va compter pour les salariés, les jeunes, les retraités dont Jean-Louis sera le porte-parole dans l'enceinte du Conseil Départemental. Ce sera un appui supplémentaire pour mettre en cause la politique gouvernementale, relayée par la droite locale.

Aujourd'hui, la détermination de la jeunesse, et la remontée électorale du Parti Communiste, sont des notes d'espoir, pour tous ceux qui subissent la dure politique de la droite.

Le Parti Communiste, entend donc être l'outil pour que dans le pays, des espaces de dialogues s'ouvrent pour mettre à la disposition des gens nos analyses et nos propositions pour changer de politique.

Oui, l'heure est au rassemblement et à l'action pour que les gens se réapproprient la politique, et la remontée de l'influence du Parti Communiste est au cœur de ces enjeux.

Nous le savons, les luttes et les manifestations sont un moment important pour s'opposer aux mauvais coups et montrer notre détermination. C'est pourquoi, LA FEDERATION DE LOIRE ATLANTIQUE, DU P.C.F. a appelé l'ensemble des salariés, des jeunes, des retraités à faire de la journée du 7 avril un moment fort de la lutte pour la défense de l'emploi et le retrait du plan quinquennal du gouvernement. Tout cela contribue à ouvrir une perspective politique nouvelle. Cela appelle les communistes à multiplier les initiatives de dialogues et de rencontres.



Michel RICA
Secrétaire Fédéral

- **RETRAIT DU CIP
LA VICTOIRE
D'UNE GÉNÉRATION**
- **UN CONSEILLER
GÉNÉRAL COMMUNISTE
CONFIRMATION
DU REDRESSEMENT
DU PCF**
- **DES CONDITIONS PLUS
FAVORABLES POUR
NOURRIR LE MOUVEMENT
SOCIAL ET CONTRIBUER
A OUVRIR UNE AUTRE
PERSPECTIVE POLITIQUE**



31 Mars après le retrait du CIP. 30 000 manifestants dans les rues de Nantes. La loi Quinquennale sur le grill

- **Liberté
de l'info
et répression**
(page 2)
- **Cantoniales
nos succès**
(page 3)
- **SMIC-
Jeunes
du décret
au retrait**
(pages 4 et 5)
- **Les luttes**
(page 6)
- **Evénements
culture**
(page 7)
- **Rendez-vous**
(page 8)

SUR LES ORDRES DE QUI LA LETTRE CI-DESSOUS, QUE NOUS AVONS TRANSMISE AUX MEDIAS LE 18 MARS, N'A-T-ELLE PAS ÉTÉ PUBLIÉE ?

Dès le lendemain de la manifestation Gilles BONTEMPS écrit au Préfet

Monsieur le Préfet,

Je tiens à élever près de vous, une vive protestation et de vous faire part de l'indignation des communistes et de très nombreux démocrates à la suite des violences qui ont eu lieu lors de la manifestation d'hier 17 mars 1994.

Le comportement agressif et irresponsable des forces policières dont vous avez la responsabilité est inacceptable. Il est directement à l'origine des violences qui se sont déroulées.

En effet, rien dans la manifestation déterminée et sereine qui d'ailleurs comprenait de très nombreux jeunes lycéens, des femmes et enfants en bas âge, ne pouvait justifier les charges policières qui auraient pu avoir de très graves conséquences pour la sécurité des personnes.

Pour être présent dans la manifestation, je dois dire que tout s'est passé comme si les forces de police avaient souhaité des incidents. Seuls le calme et la responsabilité des manifestants a permis d'éviter que cela ne dégénère.

Je considère donc que votre responsabilité et celle du gouvernement sont directement engagés. La décision du gouvernement d'instaurer un sous-SMIC JEUNE sous le nom de C.I.P. est non seulement un criant injustice mais outre, une nouvelle pression sur le Pouvoir d'Achat, elle vise à substituer des emplois précaires et dévalorisés à des emplois stables pénalisant ainsi tous les salariés y compris un très grand nombre de cadres et diplômés.

Cela ne peut que conduire à de nouveaux obstacles au développement

économique et donc à une nouvelle aggravation du chômage.

Le mécontentement et la colère des citoyens sont d'autant plus grands et justifiés, que le gouvernement que vous représentez, a sous prétexte de lutte contre le chômage, versé en un an, 80 milliards d'argent public sous forme d'aides ou d'exonérations. Cela a servi à supprimer 300 000 emplois, de plus délocaliser hors de FRANCE, et alimenter la spéculation.

La nouvelle aggravation que constituerait l'application du C.I.P. entre autres mesures prévues dans le plan quinquennal, est très majoritairement rejetée dans le pays et le Département.

L'ampleur des manifestations unitaires des 12 et 17 mars 1994 expriment puissamment le refus de ces mesures.

Ce n'est pas en organisant les violences et en agressant les manifestants, que le gouvernement pourra solutionner ces problèmes, mais en retirant purement et simplement le C.I.P. et toutes mesures s'y apparentant. Au nom de la Fédération de Loire-Atlantique du Parti Communiste Français, je tiens à vous faire savoir la détermination des Communistes à tout mettre en œuvre pour que les exigences populaires soient entendues et respectées, que le droit de manifestation soit assuré et que les violences d'hier ne puissent se renouveler. Recevez, Monsieur le Préfet, mes salutations distinguées.

Gilles BONTEMPS
Secrétaire de la Fédération de Loire-Atlantique du Parti Communiste Français, Membre du Comité National Nantes, le 18 Mars 1994.

APRÈS LES BONS RÉSULTATS DU PCF, FINANÇONS

LA CAMPAGNE DES CANTONALES

Les élections cantonales sont maintenant passées. Les bons résultats enregistrés par le Parti Communiste constituent un encouragement à poursuivre ses efforts de renouvellement pour être mieux encore le parti que les forces populaires reconnaissent comme le leur pour s'opposer à la droite et ouvrir une perspective neuve à gauche.

L'élection d'un conseiller général communiste en Loire Atlantique, comme les progrès de l'influence du PCF dans ce département, sont à mettre au compte d'une intense activité politique qui s'est traduite par des milliers de contacts, de rencontre dans les cités, les quartiers populaires, les entreprises. A ces occasions nombreux sont ceux qui ont manifesté leur soutien aux candidats communistes parfois financièrement. Au lendemain de ces succès politiques, le PCF doit faire face aux conséquences financières de la campagne électorale qu'il vient de vivre.

Pour 29 cantons renouvelés le coût de la campagne s'élève à 400 000 F dans le département. C'est uniquement par le soutien des salariés, des jeunes, des chômeurs que nous pouvons assurer le financement de cette campagne. Les sommes que nous pouvons collecter après des communistes, des électeurs communistes sur la base de nos bons résultats électoraux seront déterminantes.

Aussi dès maintenant s'agit-il de s'adresser le plus largement possible à ceux qui ont contribué au progrès du vote communiste pour leur proposer de verser à la souscription 1994. Du nombre de gens qui seront rencontrés, soit individuellement, soit lors d'initiatives de renforcement dépend le succès de la souscription. Amis lecteurs des Nouvelles, votre contribution peut être décisive pour permettre au parti que vous soutenez de poursuivre le développement de son activité et de faire face aux prochaines échéances politiques.

Yann Vince
Trésorier Fédéral

Point de vue



ERWAN MAHE
Secrétaire de l'UNION des Etudiants Communistes

NOUS SOMMES L'AVENIR

Oui, aujourd'hui plus que jamais, sont forts les coups portés à la jeunesse. Preuve en est faite par ce SMIC-Jeunes, véritable "Contrat d'intérêt Patronal" qui permettrait aux patrons d'embaucher une jeune diplômé en contrat précaire, en profitant d'une exonération des charges sociales et avec un sous-salaire. Preuve en est faite dans l'enseignement supérieur par ce projet Fillon bis-repetita qui nie la vocation de l'Université d'être le lieu de démocratisation des savoirs les plus pointus et la livre aux appétits du patronat.

Preuve en est encore faite par ces mesures Pasqua qui font de nos copains immigrés des boucs émissaires. Jour après jour, c'est un projet de société inhumaine que le gouvernement cherche à mettre en place.

Pourquoi un tel acharnement si ce n'est parce que nos droits, notre envie de vivre, notre existence même sont des obstacles au capitalisme ?

Oui plus que jamais, "la jeunesse accuse le capitalisme", objectivement. Une génération sacrifiée dont le besoin de riposte s'avive avec le caractère insupportable de la vie qu'on lui impose et la seule réponse politique qu'on lui apporte : la réponse policière.

Oui plus que jamais, il faut donc que nous montrions l'efficacité de la force que l'on représente quand on s'unit. Quand tous se lèvent d'un même élan, dans leur diversité, pour l'emploi, les salaires, la reconnaissance des diplômes et des qualifications, la formation et la défense de la protection sociale.

C'est autant de points marqués pour faire reculer la loi fu fric, changer, gagner de nouveaux droits.

Pour financer les bons résultats du PCF aux cantonales, je verse à la souscription 1994

Nom : Prénom :

Montant :

Adresse :

Versements à l'ordre de Marcel GUILLE,
à adresser à PCF, 41 rue des Olivettes,
44000 Nantes



Le 2^e tour a confirmé l'efficacité du Rassemblement des Forces de Progrès à Montoir et au Croisic.

C'est ainsi que les candidats communistes présents au 2^e tour des élections au Croisic et à Montoir ont largement renforcé la dynamique de rassemblement que nous avons constaté au soir du 20 mars.

A Montoir de Bretagne, Jean-Louis Le Corre qui

resté seul en lice obtient plus de voix qu'au 1^{er} tour.

Au Croisic Pierre Le Berche obtient un résultat jamais atteint sur l'ensemble du canton, il talonne avec plus de 49 % des voix le candidat de la droite.

Au plan national ce dimanche électoral des cantonales 1994 confirme le redressement du Parti Communiste Français qui obtient 149 élus en France métropolitaine.

Pour notre département, les salariés, les jeunes, la population pourra désormais compter sur Jean-Louis Le Corre élu du canton de Montoir pour faire entendre leur voix dans l'hémicycle départemental.

CANTON DE MONTOIR

Le Parti Communiste regagne le siège qu'il a détenu de 1973 à 1982. Seul en lice au second tour Jean-Louis Le Corre obtient 4 758 voix soit 872 de plus que lors du 1^{er} tour de scrutin.

C'est ainsi qu'à Trignac il obtient 86,9 % des votants, 80,55 % à Montoir, 76 % à Saint-Malo de Guersac, 71,5 % à Donges.

C'est de loin le meilleur score électoral obtenu par le Parti Communiste sur ce canton. C'est le résultat des liens qui ont été tissés avec la population, des efforts qui ont été développés pour donner au Parti Communiste les moyens de son activité, notamment en le renforçant.

La section de la Brière du PCF a décidé d'inviter la population à prendre le pot du succès avec Jean-Louis Le Corre, vendredi 8 avril à 19 h, salle de Bellevue, à Montoir. Venez nombreux.

CANTON DU CROISIC

Pierre Le Berche candidat du Parti Communiste présent au second tour rassemble 49,07 % des voix, contre 50,93 % au candidat de droite.

L'écart entre les 2 candidats à l'issue de ce second tour est de 104 voix seulement. Lors du 1^{er} tour Pierre Le Berche obtenait 1 468 voix devançant le candidat socialiste qui obtenait 857 voix.

Au second tour Pierre Le Berche rassemble largement les forces de progrès, obtenant 2 662 voix alors que le total des voix Parti Communiste, Parti Socialiste du 1^{er} tour représentait 2 325 voix. Ce résultat, comme à Montoir n'avait jamais été obtenu.

Sur la commune de Batz-sur-Mer dont il est le maire, Pierre Le Berche obtient 64,24 % des voix

devançant très largement le candidat de droite.



La vente de l'Huma dimanche, un bon moyen de dialoguer. Nos 3 maires en campagne

Au Pouliguen, l'écart qui sépare les deux candidats n'est que de 400 voix. Avec les 904 suffrages qui se sont regroupés sur son nom, Pierre Le Berche rassemble au delà des voix de gauche du 1^{er} tour. Il s'agit d'un résultat inégalé sur cette commune.

Au Croisic avec 47,75 % des voix Pierre Le Berche talonne à 85 voix le candidat de droite.

Là, également le candidat de gauche rassemble très largement sur son nom.

Il faut rappeler que sur ce canton en

1988, le candidat de droite avait été élu dès le 1^{er} tour avec

50,62 % des voix et que le dernier scrutin mettant en présence Pierre Le Berche et un candidat de droite s'était soldé par l'élection du candidat de droite avec 60 % des voix.

La section de la Presqu'île du PCF a décidé d'inviter la population à fêter ces succès, aux cantonales autour d'un pot avec Pierre Le Berche.

Date communiquée ultérieurement.

INFOS BRÈVES

L'activité au plus près des gens du Parti Communiste durant la campagne électorale est à mettre en rapport avec les résultats obtenus.

Saint-Sébastien

L'activité des militants et les nombreux contacts avec les gens ont permis à Christiane Chevalier de réaliser des résultats en nets progrès par rapport aux précédents scrutins. Elle obtient 18,83 % dans un des bureaux de la Fontaine ; 16,29 % dans un des bureaux de la "Profondine". Au total sur la commune elle enregistre une progression intéressante par rapport aux dernières élections.

"L'humanité Dimanche" en campagne

Ce sont 2333 "HUMANITE-DIMANCHE" qui ont été diffusés la semaine du 12 mars, lors de la vente de masse, à l'occasion des élections cantonales. C'est ainsi que 149 comités de diffusion ont participé à la discussion aux 4 coins du département dans les quartiers, les communes, les entreprises, pour appeler au vote en faveur des candidats pour le rassemblement présentés par le Parti Communiste Français.

Crossac : Le contact avec les gens

Comme dans de nombreuses communes du département, les communistes de Crossac ont décidé d'aller à la rencontre des gens, discuter avec eux, les écouter, échanger. Le résultat de cette initiative mérite que l'on s'y arrête. 9 adhésions au Parti, parmi lesquelles une majorité de jeunes décidés à regarder devant avec orgueil et espoir : 1 100 F ont été remis dans le cadre de la souscription.

3 jours sur le canton de Montoir

Ce week-end des 11-12-13 mars a été un fort moment d'activité pour les communistes de Donges, Montoir, Trignac et St Malo de Guersac. C'est ainsi qu'ils ont diffusé 300 "Humanité Dimanche" supplémentaires.



Vente de l'Huma ! Le succès est lié à une présence régulière

Nantes

"Et si je te propose de devenir adhérent du Parti Communiste ?"

C'est la question posée dans les entreprises et quartiers par les militants communistes, particulièrement depuis le 28^{ème} congrès.

Au Breil Malville, aux Dervallières, à Doulon, dans le quartier des Ponts, mais également avec les cheminots ou à la Semitan, cette démarche n'était pas vaine, en effet, 51 hommes et femmes ont ainsi rejoint le Parti Communiste.

Rezé : avec les habitants de la commune

Le large échange qui s'est déroulé entre les militants communistes et les Rezéens, durant la campagne électorale s'est traduit par un renforcement du Parti Communiste. 4 nouvelles adhésions ont été dénombrées dans les quartiers du centre de la cité.

SMIC-Jeunes

La victoire d'une génération Balladur obligé de retirer le CIP

24 février - 30 Mars

De manif en manif, les étudiants contre le Smic-Jeunes

Ils étaient largement représentés dans la manifestation du Samedi 12 Mars comme dans celle du 17. Les étudiants nantais restent très mobilisés contre le SMIC-JEUNES. Dans les rues de Nantes, le 10 mars, ils l'ont crié haut et fort, ainsi que devant la chambre du commerce et de l'industrie où, pour protéger "l'ordre établi", nombre de casqués en uniforme bleu gardaient et protégeaient ceux qui rêvent d'employer cette jeunesse à 80 % du SMIC.



17 Mars un rassemblement UNITAIRE et PACIFIQUE objet d'une provocation policière

Abrogez le SMIC-jeunes !

Le décret Balladur-Giraud prévoit de ne payer que 80 % du salaire minimal aux jeunes embauchés, y compris les diplômés. C'est inacceptable. Cela concourt à plus de précarité pour l'emploi des jeunes. C'est un encouragement aux licenciements de ceux qui gagnent davantage. Cela aggraverait encore le chômage. C'est une pression à la baisse sur l'ensemble des salaires. Le gouvernement doit retirer son projet.

Nom	Prénom	Signature
SALOMON	Jean-Claude	<i>[Signature]</i>
NORMIER	Yvonne	<i>[Signature]</i>
Sanson	Alain	<i>[Signature]</i>
PEAN	Gaston	<i>[Signature]</i>



12 MARS la jeunesse consciente de sa force, de sa valeur, de sa place dans la société

SMIC-Jeunes, le "NON" des communistes



Les élus communistes de St-Nazaire et de la région lors de la remise des pétitions à la sous-préfecture de St-Nazaire

Une large délégation des élus communistes de la région nazairienne, parmi lesquels on reconnaît Jean-Louis LE CORRE, maire de Trignac, Marc JUSTY, maire de St Joachim, Pierre LE BERCHE, maire de Batz-sur-Mer, Hubert BOUYER, maire de Montoir de Bretagne, a remis à la sous-préfecture de St Nazaire, les pétitions collectées contre le SMIC-JEUNES.

Gilles BONTEMPS qui conduisait la délégation nous déclarait : "Le non du Parti Communiste au SMIC-

JEUNES se manifeste par de multiples initiatives des Communistes, initiatives que nous entendons développer encore, et ce jusqu'à l'abrogation du décret BALLADUR"

Les communistes sont nombreux et actifs, les manifestations unitaires qui se développent actuellement, le mouvement de la jeunesse communiste, a présenté et organisé une série d'initiatives à l'exemple du débat qui s'est déroulé dans le quartier Malakoff de Nantes. Les étudiants communistes contribuent au

débat dans les facultés sur la formation et l'avenir. En faisant signer cette pétition "ABROGEZ LE SMIC-JEUNES", nous entendons favoriser et amplifier la riposte du projet du décret BALLADUR. Ce premier résultat qui se concrétise par 5 000 signatures, que nous venons de remettre au sous-préfet a permis de générer un large débat autour des questions essentielles de notre temps, sur l'emploi et l'avenir, ouvrant ainsi la réflexion sur l'importance de l'action, pour de nouvelles perspectives.

Le premier ministre a été contraint de battre en retraite devant le formidable mouvement de colère d'une génération rassemblée, déterminée contre les emplois au rabais, la dévalorisation des diplômes. Avec l'appui de leurs parents, des enseignants, des salariés, les jeunes ont fait la preuve qu'on pouvait faire reculer la politique de régression du pouvoir. C'est une victoire qui fera date.

Et Maintenant ?

Les étudiants communistes proposent :

Loin d'être des handicaps, les exigences des jeunes à être payés à 100 %, à avoir une qualification reconnue, à vivre à 100 %, sont de véritables chances pour l'avenir de la société. Mais pour obtenir satisfaction, il y a besoin que les jeunes soient capables de définir avec davantage de précision, ce qui doit changer dans leur vie. L'UEC lance donc un appel à prendre la parole pour construire ensemble l'espoir d'un autre avenir et soumet au débat des idées et des propositions :

droit à l'emploi et aux salaires.

emplois précaires en emplois stables.

stage débouche sur un diplôme reconnu et un emploi stable.

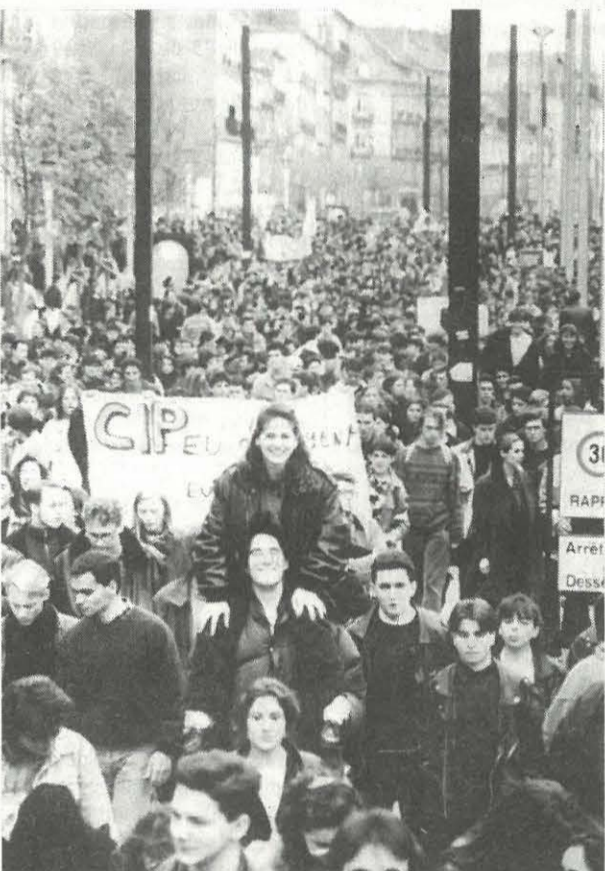
- Obligation d'embaucher et de former un jeune 6 mois avant chaque départ en retraite.

- Accordons un revenu minimum d'insertion de 3 500 F aux jeunes qui n'ont rien, en taxant de 1 % les grandes fortunes.

- Augmentons les salaires minimum d'embauche, aucun salaire en dessous du minimum de 7 500 F.

C'est dans ce sens, que nous avons appelé et participé à la manifestation du 31 Mars.

Restons unis et mobilisés, c'est notre force.



24 Mars, un flot souriant et déterminé

- Ce n'est pas d'une ANPE jeune dont nous avons besoin, mais d'assurer le

- Déclarons la précarité "ennemi public n° 1" et transformons les

- Abaissons le temps de travail à 35 h sans perte de salaire. - Décidons que tout

SMIC-JEUNES

Déclaration de la Fédération de Loire-Atlantique du Parti Communiste Français

Après 3 semaines de luttes, de manifestations dans tout le pays, afin d'exiger le retrait du Décret du Gouvernement concernant le C.I.P., le Premier Ministre Balladur, vient d'annoncer le gel du texte.

Il annonce maintenant qu'une mission est confiée au Direc-

teur Général de l'ANPE, afin de permettre en l'espace d'une semaine, de définir un nouveau système.

Ce recul du gouvernement est le résultat des luttes, de la forte détermination des jeunes, des lycéens, des étudiants et plus largement des salariés et de la popula-

tion. C'est un véritable encouragement pour poursuivre et exiger le retrait pur et simple du C.I.P. et pour repousser toute tentative d'habiller une nouvelle mouture d'un SMIC-JEUNES.

C'est dans cet esprit que la Fédération de Loire-Atlantique du

Parti Communiste Français se félicite des décisions d'actions prises par les étudiants, lycéens, enseignants, salariés et apporte son soutien aux initiatives et manifestations du jeudi 31 mars 94.

Nantes, le 29 Mars 1994.

PAROLES DE JEUNES DANS LES MANIFS

17 Mars

Véronique : étudiante

"Nous voulons que nos diplômes soient reconnus, le CIP, c'est un moyen de nous sous-payer et de tirer les salaires vers le bas. Nous refusons ce système qui ne règle rien. Nous ne voyons pas l'avenir. Le problème : "c'est qu'il n'y a plus d'utopie".

Patrice : étudiant

"Nous percevons le CIP comme un décret de la loi quinquennale, si ce décret passe, qu'est-ce qui nous attend derrière !

Véronique a raison, il n'y a plus de valeurs collectives. La violence, nous n'en voulons pas, elle existe, je la comprends. Nous sommes en Université, nous avons un diplôme, nous trouverons des solutions, mais le jeune de 18-20-22 ans qui lui, est sans travail, exclu, il sait qu'il n'a rien à attendre de cette société, il n'a plus d'espoir, il se sent condamner à 20 ans, alors que lui reste-t-il pour se faire entendre ?"

Yannick : lycéen aux Bourdonnières

"Nous refusons d'entrer dans la vie en étant sous-payés. Nous ne voyons pas l'avenir. Nous ne pensons pas que le CIP va créer des emplois. Nous voulons bien débattre sur ce sujet, mais il nous faut des garanties. Nous ne voyons pas bien les perspectives, les politiques, nous nous en méfions. Si j'avais eu 18 ans, j'aurais été voter, c'est important."

Samedi 26 devant le Tribunal, une étudiante

"Nous avons peur, c'est nos copains qu'ils jugent. Nous avons peur pour l'avenir, peur pour nos études, peur de se faire prendre, mais nous sommes là, nous manifesterons encore. Personne ne veut nous entendre."



26 Mars, leurs copains sont à l'intérieur

MERCREDI 30 MARS

Philippe : Lycéen à Vial

"Le CIP c'est une chose, il le retirera, mais après, on veut vivre pleinement, pas de petit boulot, de précarité. Nous devons rester mobilisés".

JEUDI 31 MARS (dans la nuit, 23 h) Elle, est à la Fac de Lettres, Lui, à l'école centrale

"Nous ne sommes pas là pour casser, mais ce sont les étudiants qui sont en face des CRS.

A cause des arrestations, des provocations, des abus, nous sommes là pour montrer notre solidarité. Nous sommes d'accord avec "tonton David" dans ce qu'il disait sur Antenne 2 et aussi avec "IAM". Il y a 2 jeunesses. Plus de CIP ! Nous en sommes heureux. Mais la loi quinquennale, le chômage, l'exclusion, l'avenir, on ne voit rien.

Les politiques, ils pensent à eux. Nous ne leur faisons aucune confiance.

Nous allons faire des A.G. L'utilisation des fonds publics, les 35 h ça revient souvent, ce n'est pas fini".

Le gouvernement et Chantelle

Des paroles aux actes

Les salariés de Chantelle et leurs syndicats sont inquiets suite au courrier qu'ils viennent de recevoir du Ministère de l'Industrie. En effet le ton change, le conseiller de Gérard Longuet rappelle : "Le problème de la délocalisation est au cœur des réflexions sur l'avenir de l'habillement". Il existait déjà dans le cadre de l'Union Européenne qui a conduit à délocaliser dès le début des années 1970, mais : "Aujourd'hui le problème est encore plus important dans le contexte des négociations internationales et de la conclusion de l'Uruguay-Round".

Ceci fait bien ressortir la responsabilité des politiques gouvernementales dans le cadre des accords internationaux. Et le conseiller continue : "La délocalisation qui permet une baisse des coûts de production peut-être offensive ou défensive. Lorsqu'elle est offensive comme celle présentée par la société CHANTELE elle permet de conquérir des parts de marché à l'exportation dans des pays où les habitudes de consommation et les stratégies des entreprises nationales ne sont pas les mêmes et donc de conforter les résultats de l'entreprise". Ces propos sont loin de

satisfaire et de répondre aux revendications du personnel et à l'action des syndicats qui attendent les résultats d'une expertise économique et financière sur l'entreprise, commandée par ce même ministère. Enfin le représentant du gouvernement décharge celui-ci de ses responsabilités quand il ajoute : "Je vous rappelle cependant que la délocalisation est avant tout une décision qui relève de la seule compétence du chef d'entreprise et qu'en l'absence de support légal du Ministre pour refuser les licenciements, il est important que tous les moyens pour atté-

nuer les conséquences de cette décision soient mis en œuvre par l'amélioration du contenu du plan social et la mise en place d'un projet de substitution pour lequel l'entreprise pourrait s'impliquer encore plus".

Ainsi d'un côté un discours ou l'on parle de lutte contre le chômage, d'avenir de la jeunesse ; avec distribution de fonds publics aux entreprises, allègement des charges soi-disant pour créer des emplois et de l'autre des propos qui essaient de justifier les délocalisations et qui sont un soutien aux entreprises qui les prati-

quent.

D'ailleurs la Présidente Départementale du RPR et aussi Député Elisabeth HUBERT a donné une réponse négative concernant un projet de loi éventuel sur les délocalisations. Qu'elle ne fasse donc pas semblant de s'étonner quand le personnel et les élus sont obligés de descendre dans la rue pour se faire entendre.

Les communistes quant à eux préparent une initiative, sous forme d'un débat dans lequel ils soumettront leur réflexion aux salariés de Chantelle afin de définir ensemble un projet de loi sur les délocalisations.



Grande Paroisse

Jean-Louis Le Corre écrit au Ministre

Monsieur le 1^{er} Ministre
Monsieur le Ministre du Travail
et de l'Emploi
Monsieur le Préfet de la Région
Monsieur le Directeur
Départemental de l'Emploi
Monsieur le Directeur
de la Grande Paroisse
Trignac 10 Mars 1994

Monsieur le Ministre,
Je viens d'être informé que la Direction de la Grande Paroisse avait demandé aux salariés de choisir leur départ en imposant quelques jours de délai.

Près de 60 personnes n'ont pu à ce jour, obtenir une possibilité de reclassement dans un emploi correspondant à leur capacité professionnelle.

Les seules propositions concernent

des congés de conversion, ou de départs volontaires. Or vous le savez, j'ai sollicité une entrevue auprès de Monsieur le Directeur de la Société ELF pour que cette entreprise en cours de privatisation puisse agir plus efficacement encore pour assurer le reclassement des personnels de la Grande Paroisse.

Aussi, dans l'attente de cette rencontre et afin de ne pas compromettre les possibilités de reclassement, je vous demande, Monsieur Le

Ministre, de bien vouloir examiner avec les partenaires économiques, politiques et sociaux, la suspension du plan de conversion en cours.

En effet, il m'apparaît que toutes les actions possibles doivent être mises en œuvre, pour préserver l'emploi de ces personnels.

En vous remerciant de votre attention,

Je vous prie d'agréer, Monsieur le Ministre, l'expression de ma considération distinguée.

Cheminots en 3 actes

La direction régionale annonce 295 nouvelles suppressions d'emplois sur la région de Nantes.

Dans le même temps la CGT pro-

gresse aux élections du C.E. et des délégués où elle obtient la majorité absolue. Une analyse sera faite dans le prochain numéro.

ÇA BOUGE

Drôle d'Horizon

214 400 emplois salariés ont disparu en France en 1993. Ainsi, alors que la population augmente, les emplois diminuent. Dans le même temps, messieurs BALLADUR, GIRAUD, et autres se déclarent optimistes, il semblerait, à les écouter que nous verrions des signes avant-coureurs d'embellie à l'horizon. Ils ne doivent pas être sur la même planète.

Emploi dans le département

7 % de chômeurs de plus en un an, c'est le résultat des statistiques que vient de publier la direction départementale du travail.

Notre département compte en Janvier : 77 779 demandeurs d'emploi, soit 14,8 % de la population active (12 % nationalement).

Les femmes représentent plus de 50 % et les jeunes de moins de 25 ans près de 30 % pour 25 % en France.

En Loire-Atlantique, la moyenne d'ancienneté des demandeurs d'emploi est de 455 jours pour 350 jours au niveau national.

Vraiment, ces chiffres démontrent que les solutions préconisées par le gouvernement BALLADUR comme par ses prédécesseurs ne sont pas les bonnes. Elle ne font qu'appauvrir plus encore les salariés, augmentent les chômeurs et enrichit les patrons.

Grève chez Novempor

Les 65 salariés de Novempor à Anetz, se sont mis en grève après ceux de Giraudet pour s'opposer à la direction qui entendait rogner les acquis sociaux, tels le 13^{ème} mois, les repos compensateurs, les heures de nuit, les congés d'ancienneté.

Il faut savoir que la direction a supprimé 25 postes de travail et bloqué les salaires depuis Juillet 1992. Les 3 syndicats de l'entreprise dénoncent cette politique.

Gaziers et électriciens dans la rue

A l'appel de l'ensemble des syndicats C.G.T. - F.O. - C.F.D.T. - U.N.C.M. et C.F.T.C. les gaziers et électriciens ont manifesté en début de mars pour s'opposer à un texte que la direction générale veut mettre en application concernant les méthodes d'évolution et d'évaluation des emplois.

Ce texte, selon les syndicats laisse une large place à l'arbitraire de la direction.

Poursuite de l'action au centre de tri

Claude Constant, adjoint au maire de Nantes et dirigeant communiste, a rappelé son soutien aux agents du tri de Nantes qui exigent l'ouverture de négociations sur les revendications.

Rappelons que les revendications portent sur l'emploi, le refus de la précarité et l'amélioration des services.

Cette action largement suivie est soutenue par l'ensemble des syndicats C.G.T. C.F.D.T. - F.O. et S.U.D.

Arrêt de travail dans les conserveries

A l'appel de la Fédération C.G.T. de l'agro-alimentaire et forestière, les salariés des conserveries ont appelé à l'action afin de faire reculer le patronat qui entend cette année, encore limiter la hausse des salaires en dessous de l'inflation.

Journée d'action dans la chimie

Profitant de l'action du 12 mars, le collectif C.G.T. de la chimie du grand ouest demande au patronat français de rendre des comptes sur les 80 milliards de cadeaux offerts par Balladur pour soi-disant favoriser l'emploi.

Livre

La presse était absente des kiosques samedi 19 mars suite à l'appel à la grève du Syndicat CGT du Livre, qui entendait ainsi protester contre les prétentions patronales concernant les augmentations de salaires. Le Syndicat exige l'ouverture de négociations sur les revendications restées sans réponse.

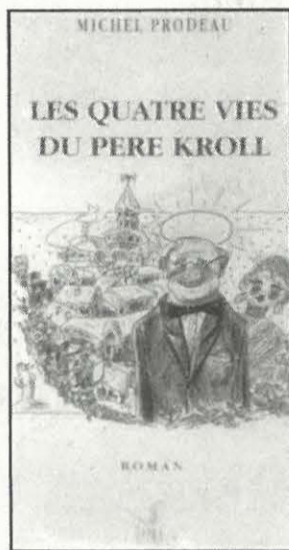
Revendiquer 4 vies ; c'est donner une autre dimension à la sienne

A travers ce livre, avec gouaille, tendresse, humeur, un grand fond de véracité ; Michel Prodeau le lutteur, le militant décrit la situation actuelle d'un petit village comme il y en a des milliers. Il garde son style décapant ses jeux de mots, ses calembours qui parfois surprennent. Mais sa plume comme un pinceau, batit cet univers devant nos yeux, remplit le texte de couleurs, lui donne vie ; par exemple : "Quand il se promène avec Calymienne, on rencontre avec eux cet écureuil au pelage roux, au regard méfiant et amical". Ou quand il décrit : "l'envol gracieux des colverts". Un livre qui remet les "pendules à l'heure" quand nous pénétrons à l'intérieur de cette communauté avec ses

conflits, ses personnages que l'on cotoient chaque jour, les situations que l'on vit, chômage, racisme, extravagance des riches. Un livre qui montre le ridicule de l'échelle des valeurs dans une société où l'argent a pris la place de l'homme où 200 ans après la révolution le fait que l'ancien cheminot se présente avec malice comme le Marquis de Kroll ne provoque non seulement pas de surprise des autorités, mais lui attire, respect et sympathie. Oui suivre Michel Prodeau à Sainte-Césarine, c'est entreprendre un voyage avec le militant celui qui ne baisse pas les bras qui provoque pour réveiller et faire réagir. Un livre de sensibilité ou par petites touches on

pénètre dans l'intimité du groupe. Un livre qui fait le tour des problèmes de Maasticht, au Gatt à la PAC qui montre la liaison entre ces effets pervers et le chômage, la faim, l'exclusion. Un livre de refus du monde actuel, où l'on voit les possibilités et la force de rassemblement entre les paysans, les jeunes lors de la manifestation contre la PAC de Lombe à Sainte-Césarine quand ils rencontrent les Arlequins qui chantent : "Frères de la terre, prolétaires, même espoir... la cause de nos misères n'est ni jaune ni noire... Ne nous trompons pas d'adversaire !" chacun gardant son moyen d'expression mais regardant ensemble dans la même direction dans le respect de leurs différences.

Michel Prodeau délivre à travers ces pages un message de confiance et d'amour de la vie. **Jean-Claude SALOMON** en Vente au Livre Ouvert 21 rue du Calvaire Nantes 40 48 16 93 - prix 90 F



Un peuple sans mémoire est un peuple sans avenir la sortie prochaine du livre de Pierre MAHE

"Mémoires de Liberté" Nous permet de suivre la vie de ce vétéran du Parti, de 80 ans qui vient de reprendre sa 62^{ème} carte. Petit fils de paysan paludier, à Saint Molf, Pierre Mahé, nous invite à travers les pages, à le suivre dans une vie plus que mouvementée, en une

période trouble. Un livre d'espoir, de courage, un livre drôle, fort, émouvant, passionnant où Pierre, raconte en particulier :
- les métiers qu'il a exercés
- Les prisons qu'il a connues
- Ses 5 tentatives d'évasion (la 5^{ème} réussira)

- Son drôle de voyage de noce
- Sa vie militante
Ce livre est en souscription jusqu'au 1er avril au prix de 75 F. Envoyez votre chèque postal ou bancaire libellé "AREMORS" à l'adresse suivante :

AREMORS
Maison du Peuple,
salle 13 - Place Allende
44600 SAINT-NAZAIRE.
Dès sa parution, ce livre sera disponible à la permanence de l'AREMORS ou expédié contre 12 francs de port (Après le 15 avril, le prix de vente est fixé à 90 F, le port en plus).

La laïcité aujourd'hui, Pourquoi ?

C'est sur ce thème d'actualité que les parents d'élèves F.C.P.E. de Loire-Atlantique ont tenu leur Congrès annuel le 19 mars 1994 à Vertou. Un choix qui n'est pas neutre, une façon de souligner la pénurie d'équipements scolaires par rapport à la croissance de la population du Sud Loire une situation particulièrement criante. Après les puissantes manifestations unitaires de ces derniers mois, 16 janvier,

12 mars, 17 mars à Paris et Nantes. Les sujets de réflexion et d'espoirs en manquaient pas. **Laïcité et citoyenneté** Les délégués ont rappelé que la laïcité dépasse de beaucoup le cadre de l'école ; ils ont souligné le caractère incontournable de la liaison Laïcité-Citoyenneté. **Etat laïque, Oui mais :** La laïcité, c'est avant tout l'homme, le respect de l'autre, le refus du racisme, de toutes les chapelles.

De quelle école avons-nous besoin ? Le fil rouge du Congrès a été de demander les moyens pour l'école afin qu'elle puisse remplir son rôle et valoriser l'individu. **Constat :** Face à l'évolution des sciences et des techniques, il ressort un important besoin de culture générale solide afin que chacun puisse s'épanouir dans la société et avoir les meilleures conditions de travail possible.

Droit de vivre pour la jeunesse Après les débats propres à l'école, les délégués se sont séparés en votant à l'unanimité une motion condamnant les brutalités policières du 17 mars, en rappelant le caractère déterminé et serein de la manifestation, en demandant l'abrogation du SMIC jeunes, la relaxation des jeunes qui ont été entraînés dans la spirale de violence déclenchée par les forces de l'ordre.

SOUSCRIPTION "soutien à N.L.A."

Préfaïles : Jean GROLLIER 150 F
Chapelle Basse Mer : Gisèle GIRAUDET 100 F

SOUSCRIPTION NATIONALE PERMANENTE et SOUSCRIPTION ELECTIONS CANTONALES

COMPTES ARRÊTÉS AU 31 MARS 1994

MEMBRES DU COMITÉ FÉDÉRAL

Michel BOUTET 100 F - Alain CHAZAL 350 F - Chantal DRONVAL 100 F - Laurent et Cathy JAKUES 100 F - Jean-Luc PLUMELET 150 F - Gabriel ROCHER 250 F - Jean-Claude SALOMON 1 000 F.

VÉTÉRANS DU PARTI

Pierre BUISINE 50 F - Andrée CARTEAU (2^{ème} versement) 100 F - Lucie CORPEL 200 F - Pierre DURAND 300 F - Georges DRUAIS 100 F - Gisèle GIRAUDET 200 F - M. Mme LE LORRE 100 F - Pierre LEMOINE 300 F - M. Mme R. LECOISSAIS 150 F - Maurice LAREDO 250 F - Alexandrine MOYSAN 200 F - Roger MINIER 400 F - Michel PRODEAU 300 F - Jean VOISINE 200 F - Pierre VILPOUX 150 F - Odette LAURENCEAU 100 F - Odette GRAVOILLE 100 F - Raymonde QUEHEN 200 F.

ÉLUS COMMUNISTES

Nantes : Gaston AUFFRET 200 F - Saint-Nazaire : Mireille JUIN-ROCHER 250 F - Saint-Herblain : Roger CORPARD 100 F - Trignac : Jean-Louis LE CORRE 400 F - Jeanine FRAGNEAU 100 F - Pierre MARCHAND 200 F - Jean-Pierre MENARD 200 F - Montoir de Bretagne : Hubert BOUYER 500 F - Chateaubriant : André GAUTHIER 500 F - Saint-Brévin : Jean-Paul RIOU 500 F - Saint-Malo de Guersac : Honoré Aoustin 200 F - La Montagne : Paul PANTIVE 200 F.

SECTION DE NANTES

DONS DES CELLULES

ROISNET-MICHEL-MANDELA : 400 F.

MEMBRES DU COMITÉ DE SECTION

Claudine DURAND 100 F - Catherine GRAVOILLE 200 F - Samuel GUICHETEAU 100 F - Michel GUILLET 100 F - Monique LE TUTOUR 100 F.

Sur listes : J.M. CASABURI 200 F.

SECTION DE SAINT-NAZAIRE

DONS DES CELLULES

Section : 4 000 F - CDH Penhoët 500 F - Cellule de Penhoët 450 F - Cellule de KERLEDE 300 F.



Après nos succès électoraux assurer celui de la souscription.

MEMBRES DU COMITÉ DE SECTION

Louis DRONVAL 100 F - Régis ANTOINE 400 F.

SUR LISTES :

L. PONTOIZEAU 100 F - M. AUDRAIN 100 F - Edouard ROCHETEAU 150 F - Mohamed SAADI 500 F - Lucienne GAUVRETT 200 F - Jeanine MAHE 200 F - Marguerite BOY 100 F - anonyme 200 F - Alex LE BIGOT 100 F - Albert LE PERRON 100 F - M. DUBOIS 30 F - Alain PRUD'HOMME 50 F - Jo PATRON 800 F - René PABOIS 100 F - Georges SORIN 50 F - Louisa CHAAF 50 F - André GUILLAUME 100 F - Jean LE GARFF 50 F - Yvette LOPEZ 50 F - Joseph LEMOINE 100 F.

SECTION DE BRIÈRE

DONS DES CELLULES

DONGES 1 000 F - Bourriche de la Section 8 573 F.

MEMBRES DU COMITÉ DE SECTION

Philippe Aoustin 500 F - Maryline BIHAN 200 F - Raymond LE DAHERON 200 F.

SUR LISTES

anonyme 50 F - Anonyme 600 F - anonyme 100 F.

CROSSAC : Rolande GUERIN 50 F - André LERAY 50 F - Gabriel ASCENS 50 F - Philippe NOBLET 150 F - Maurice ALAIN 150 F - J.F. MONNIER 150 F - Jacqueline GUERIF 50 F - Michel MAHE 200 F - M. DEROUET 50 F - M. BOIRON 25 F - Bernadette MAURICE 50 F - André BROUILLAUD 30 F - BESNE : Thierry BROUILLEAU 50 F - **MONTOR DE BRETAGNE :** Jean MESTRIC 200 F - Rauymonde CECCARELLI 50 F - **TRIGNAC :** Yvon DUCHENE 100 F - Lysiane DEMI 30 F - Bernard ALLAIRE 200 F - Marie GAVALON 150 F - Roger LEBEAU 100 F - Robert ROLLAND 120 F - Bruno MAHE 100 F - **DONGES :** Yolaine CLAVIER 100 F - Yves TUAL 200 F - **ST MALO DE GUERSAC :** Pierre BIRET 100 F.

SECTION REZÉ - SUD LOIRE

MEMBRES DU COMITÉ DE SECTION

Roland JEANNINGROS 100 F

SUR LISTES :

LA MONTAGNE : M. et Mme EVAIN 300 F.

SECTION SAINT-HERBLAIN GESVRES ET CENS

DONS DES CELLULES

Section : 1 400 F

MEMBRES DU COMITÉ DE SECTION

Jacques LE CŒUR 600 F - Claudine JACOTIN 100 F.

SUR LISTES

SAINT-HERBLAIN : BR. DUBOURG 100 F.

SECTION DU PAYS DE RETZ

DONS DES CELLULES

DUCLOS : 60 F.

SUR LISTES

Anonyme 500 F - M. BAZUREAU 100 F - J.P. RIOU 100 F.

PARTI COMMUNISTE FRANÇAIS

Amicale des Vétérans de Loire-Atlantique

Assemblée Générale Annuelle des vétérans

du Parti Communiste Français

avec la participation de

Jean-Louis Le CORRE, Maire de Trignac

Conseiller Général

Gilles BONTEMPS, Secrétaire de la Fédération,

Membre du Comité National

et

Louis BAILLOT

Membre du Comité National

Président de l'Amicale Nationale des Vétérans

Sont invités à cette assemblée suivie d'un repas amical, les adhérents du P.C.F. ayant plus de 40 ans de parti, soit depuis 1954.

Rendez-vous

Mardi 19 Avril 94 à 11 heures

Salle des fêtes Dulcie September à Bert en Trignac



Et si vous invitiez un enfant cet été ?

LE COPAIN DES VACANCES

**‘INVITEZ UN ENFANT CET ÉTÉ,
ÇA FERA UN COPAIN DE PLUS’**

Ils ont entre 6 et 11 ans.

Leurs parents touchés par le chômage, la pauvreté, la précarité ne pourront leur offrir des vacances.

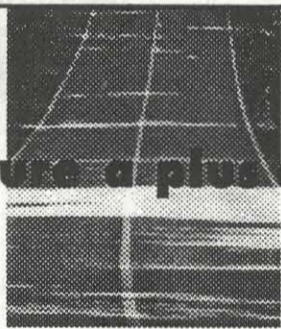
Donnons-leur une chance,

En juillet ou en août, pendant trois ou quatre semaines, recevez, chez vous ou sur votre lieu de vacances, un de ces enfants.

Pour tout renseignement :

SECOURS POPULAIRE FRANÇAIS
FÉDÉRATION DE LOIRE-ATLANTIQUE
163, rue Paul Bellamy, 44000 Nantes - Tél 40 74 48 41

Votre voiture a plus de 10 ans ?



RENAULT VOUS OFFRE

jusqu'à

7000 F

en plus des 5000 F
de l'aide gouvernementale.

pour tout achat d'un véhicule neuf, livrable dans le cadre de l'aide de l'Etat prévue pour le retrait de la circulation des véhicules de plus de 10 ans, RENAULT vous offre en plus des 5000 F annoncés pour cette aide, jusqu'à 7000 F selon les modèles ; soit pour vous une économie pouvant atteindre 12000 F. Débarrasser les routes des voitures de plus de 10 ans, c'est un progrès qui va dans le sens des voitures à vivre.

RENAULT ST-NAZAIRE
CENTRE AUTOMOBILE DE L'ETOILE
VOIE EXPRESS PORNICHET - TEL. 40 70 35 07



CUISINES
SCHMIDT

CENTRE CONSEIL

**JUSQU'AU BOUT
DE L'EXIGENCE**

Cuisines Alain GREGOIRE

48 Boulevard Victor Hugo
44600 SAINT-NAZAIRE
Tél. 40.66.33.64

• NOUVELLES DE LOIRE-ATLANTIQUE PUBLICITE •
S.A.R.L. au capital de 50.000 F
Siège social : 41, rue des Olivettes - 44000 Nantes
R.C.S. Nantes - N° SIRET 32151228700012 - Code A.P.E. : 5120
Gérant : M. Maurice ROCHER - Rédacteur en chef : Jean-Claude SALOMON
Associés à parts égales :
MM. M. ROCHER, M. PRODEAU, J.-R. TEILLANT, Gilles BONTEMPS
PUBLICITE : Tél. 40.48.56.36 - RÉDACTION : Tél. 40.89.72.28
TÉLÉCOPIE : 40.48.65.78
Imprimerie Marcel Delhommeau et Cie
85 LA CHAIZE-LE-VICOMTE - B.P. 406 - 85010 LA ROCHE-SUR-YON CEDEX